

**Nations unies - Soudan du Sud /  
MINUSS - Intervention de la  
représentante permanente adjointe  
de la mission permanente de la  
France auprès des Nations unies -  
Conseil de sécurité**  
(New York, 18 décembre 2018)

Monsieur le Président,

Je tiens à remercier tout d'abord nos trois briefers pour leurs exposés éclairants, et pour leur engagement personnel en faveur de la paix au Soudan du Sud.

Je voudrais aborder trois points : le processus de paix, la situation humanitaire et la Force régionale de protection de la MINUSS.

Mon premier message est qu'il faut donner toute sa chance au processus de paix.

La signature, le 12 septembre dernier, de l'accord revitalisé sur la résolution du conflit au Soudan du Sud représente une opportunité historique pour sortir du conflit. Il ne faut pas laisser passer cette occasion.

La phase actuelle de pré-transition constitue un moment clé pour la réussite de l'accord. Les organes pré-transitionnels ont commencé à se réunir, ce qui est un pas dans la bonne direction. Le cessez-le-feu est globalement respecté, ce qui est encourageant.

Mais je voudrais être claire : le plus dur reste à faire. La réussite de la phase de pré-transition et la constitution du nouveau gouvernement unitaire passent par la pleine opérationnalisation des institutions de la pré-transition. Ces institutions doivent déterminer les arrangements sécuritaires, notamment le cantonnement des groupes armés et la formation de la force conjointe chargée d'assurer la sécurité pendant la phase de transition. Des avancées concrètes sont également encore attendues dans l'élaboration d'une Constitution transitoire et dans le redécoupage des frontières internes.

La France encourage les parties à prendre ces sujets à bras le corps, et à rechercher un accord politique sur tous ces points. Il y a urgence à avancer dans le processus de paix, car les populations continuent de souffrir.

Et ceci sera mon deuxième message, qui est en fait un cri d'indignation devant la souffrance

des populations, notamment des femmes, au Soudan du Sud.

La situation humanitaire au Soudan du Sud demeure insupportable. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : 2 millions de déplacés, 7 millions de Sud-Soudanais qui ont besoin d'assistance humanitaire, et près de la moitié de la population en situation de malnutrition sévère.

Le Soudan du Sud est aujourd'hui le pays le plus dangereux pour le personnel humanitaire. Cela constitue une entrave grave à la mise en oeuvre de la réponse humanitaire. Nous devons donc continuer de tout mettre en oeuvre pour protéger les personnels humanitaires, qui continuent à être la cible d'attaques, et poursuivre nos efforts pour que ces crimes odieux ne restent pas impunis.

Garantir un accès humanitaire sûr et sans entrave sur l'ensemble du territoire est absolument indispensable pour répondre aux besoins immenses des populations. L'action de la MINUSS pour sécuriser les convois humanitaires est à cet égard cruciale. Vous pouvez compter sur l'engagement constant de la France sur ces sujets.

Le niveau de violence sexuelle que nous a décrit Mme Patten est lui aussi profondément choquant. Les viols massifs qui ont eu lieu à Bientu fin novembre sont une atrocité, et il ne faut pas que ces crimes abjects demeurent impunis. À la suite de la déclaration de notre Conseil publiée le 7 décembre, je souhaite réitérer que la France condamne avec la plus grande fermeté l'utilisation des violences sexuelles à l'encontre des populations civiles, celles-ci peuvent être constitutives de crimes de guerre, a fortiori lorsqu'elles sont utilisées comme tactique de guerre. Ma délégation appelle à nouveau le comité de sanctions à se mobiliser pleinement contre ceux qui commettent et commanditent des violences sexuelles.

Le Soudan du Sud doit prendre toutes les mesures nécessaires pour s'assurer que les crimes commis ne restent pas impunis. Cela est indispensable pour mettre un terme au cycle de violences et de représailles, et indissociable de tout processus de réconciliation nationale. À cet égard la mise en place et l'opérationnalisation de la Cour hybride pour le Soudan du Sud doit rester une priorité.

Mon troisième message porte sur la Force régionale de protection.

Je voudrais à nouveau saluer la contribution précieuse de la région, et notamment du Soudan et de l'Ouganda, dans le processus de paix au Soudan du Sud. L'accord revitalisé n'aurait pas vu le jour sans l'investissement et la détermination de l'IGAD. Nous comprenons que les pays de l'IGAD veuillent participer à la mise en oeuvre de l'accord en déployant des troupes dans la Force régionale de protection de la MINUSS.

Cependant nous devons avoir conscience que le retour sécurisé des responsables de l'opposition et le cantonnement des groupes armés ne pourront résulter que d'un accord politique. Le déploiement de troupes supplémentaires dans la RPF de la MINUSS, ne saurait pallier l'absence d'accord politique sur ces points. Nous devons également veiller à conserver une chaîne de commandement unique au sein de la MINUSS, et la RPF doit s'inscrire dans

cette chaîne de commandement. Enfin, les règles et les exigences notamment en matière de capacités, de formations, de prévention des violences sexuelles et de prise en charge de leurs victimes ou de respect des droits de l'Homme, doivent impérativement s'appliquer aux troupes déployées dans la RPF.

Je voudrais conclure en félicitant et en remerciant les femmes et les hommes qui sont déployés dans la MINUSS, pour leur travail important, notamment pour la protection des civils. Je vous remercie./.